TURKEY RIGHTS MONITOR

Numéro 252 | Date 14-20 Avril

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 45 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

14 avril : Türkan Alemdar, 32 ans et mère de deux enfants, a été incarcérée dans la province d'Eskişehir avec son fils de 19 mois pour purger une peine de 7,5 ans en raison de liens présumés avec le mouvement Gülen, sur la base d'activités telles que l'utilisation de l'application de messagerie ByLock et la participation à des manifestations en 2014, malgré les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme jugeant ces preuves insuffisantes pour des accusations de terrorisme.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

16 avril : Les étudiants qui ont participé aux manifestations contre la détention du maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, sont menacés d'expulsion des dortoirs de l'université publique KYK. Certains ont déjà été expulsés de force et d'autres font l'objet d'une enquête disciplinaire, en dépit d'une jurisprudence affirmant que la participation à des manifestations pacifiques ne peut justifier la suppression de bourses ou de logements.

17 avril : Deux lycéens ont été arrêtés dans la province de Bursa après avoir participé à une déclaration de presse demandant la libération de leurs camarades arrêtés, la police les visant pour des discours prononcés près de leurs écoles.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

14 avril : Un tribunal turc a ordonné le blocage de l'accès aux comptes d'information indépendants populaires BPT (plus d'un million d'adeptes), Boşuna Tıklama (plus d'un million d'adeptes) et Zam Haber (environ 800 000 adeptes) sur X, à la suite d'une demande de la direction des communications de la présidence, invoquant la sécurité nationale.

16 avril : Le journaliste d'investigation Bahadır Özgür a été condamné à trois mois de prison avec sursis en vertu de l'article 301 controversé de la Turquie pour avoir prétendument insulté l'État lors d'une table ronde organisée dans le cadre de la foire du livre 2022 sur les affirmations du chef de la mafia Sedat Peker.

17 avril : Bluesky a restreint l'accès à 72 comptes et un poste en Turquie suite à des ordonnances judiciaires et probablement à la pression du gouvernement, signalant

une rupture avec sa position de liberté d'expression dans le cadre de l'escalade de la répression d'Ankara sur les plates-formes numériques et du déclin continu de la liberté de la presse.

17 avril : Les procureurs turcs ont placé en détention le journaliste pro-gouvernemental Rasim Ozan Kütahyalı pour diffusion de désinformation présumée après avoir affirmé que le gouvernement prendrait le contrôle du CHP et ferait une descente dans deux de ses municipalités.

17 avril : Le journaliste turc en exil Cevheri Güven, qui vit sous protection policière 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 en Allemagne en raison de menaces prétendument liées aux services de renseignement turcs, affirme qu'il reste déterminé à dénoncer la corruption et les abus de l'État malgré le harcèlement continu, la surveillance et la suppression algorithmique de son contenu sur YouTube.

18 avril : Un tribunal turc a condamné le journaliste Furkan Karabay à deux ans de prison avec sursis pour avoir prétendument insulté le président Erdoğan et ses enfants dans une interview sur YouTube faisant référence à des allégations de richesse offshore.

DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

17 avril : L'avocat des droits humains Selçuk Kozağaçlı, défenseur renommé de clients politiquement persécutés et lauréat du prix 2019 Lawyer for Lawyers, a été arrêté à nouveau 24 heures seulement après sa libération de prison, à la suite d'une objection du procureur et d'un revirement controversé du conseil d'administration de l'établissement pénitentiaire.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

17 avril : Douze fonctionnaires, dont le maire adjoint Ali Rıza Yılmaz, ont été arrêtés dans le cadre d'une enquête sur un trafic d'offres visant la municipalité de Beşiktaş d'İstanbul, dirigée par l'opposition, marquant une nouvelle vague dans la répression croissante du gouvernement contre le CHP après ses gains électoraux majeurs et l'arrestation controversée du maire Ekrem İmamoğlu.

19 avril : Les autorités turques ont arrêté l'ancien maire de Devrek, Çetin Bozkurt, et sept autres personnes dans le cadre d'une enquête sur la corruption. Cette mesure s'inscrit dans le cadre d'une répression plus large qui a vu au moins 26 personnes détenues cette semaine et de nombreuses municipalités dirigées par le CHP ciblées.

MINORITÉ KURDE

15 avril : Le journaliste kurde Hayri Demir a été condamné à près de trois ans de prison pour avoir « diffusé de la propagande terroriste » par le biais de ses reportages et de ses messages sur les médias sociaux, sur la base de preuves comprenant des documents issus de son travail dans le nord de la Syrie ; le verdict a été prononcé lors de la huitième audience d'un procès qui a débuté il y a près de huit ans.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

14 avril : L'étudiante Esila Ayık, atteinte d'une maladie chronique et arrêtée à İstanbul pour avoir tenu une pancarte de protestation qualifiant le président Erdoğan de « dictateur », s'est vu refuser l'accès à ses médicaments essentiels en prison, ce qui suscite de vives inquiétudes quant à son état de santé.

15 avril : Le CPT du Conseil de l'Europe a effectué une visite ad hoc en Turquie du 7 au 11 avril afin d'enquêter sur les allégations de mauvais traitements lors de détentions massives suite à l'arrestation du maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu le 19 mars et sur les préoccupations croissantes concernant les abus de la police, les conditions de détention et la répression à motivation politique.

16 avril : Bien qu'une commission médicale ait recommandé la suspension de la peine de Gülten Nene, atteinte d'un cancer de stade 3, les autorités pénitentiaires turques n'ont pas transféré la détenue - condamnée pour ses liens présumés avec Gülen - pour qu'elle subisse l'évaluation obligatoire du Conseil de médecine légale (ATK), organisme public, ce qui témoigne de la négligence persistante du système judiciaire turc à l'égard des prisonniers gravement malades.

DROITS DES FEMMES

14 avril : Une bannière d'avant-match promouvant l'accouchement naturel, déployée par les joueurs de Sivasspor dans le cadre d'une campagne du ministère de la santé, a suscité des réactions négatives dans tout le pays de

la part des groupes de défense des droits des femmes et des figures de l'opposition, qui l'ont condamnée comme une intrusion sexiste dans l'autonomie reproductive des femmes.